Ça manque de femmes! Telle est l'exclamation qui fait suite immanquablement au constat de la présence de femmes engagées en Suisse dans les structures publiques, politiques ou encore dans les postes à responsabilité du secteur privé. Le bonnet d'âne revient incontestablement à l' Eglise, l'enseignement, le paramédical et le médical présentant un niveau moyen, mais de plus en plus faible à mesure que la fonction prend de l' importance, le niveau académique étant lui presque sinistré ! La palme revient au monde associatif.

Lorsqu'on évoque la présence de femmes dans des structures publiques ou politiques, on ne peut donner à la Suisse et à Genève que de bien mauvaises notes.

La Suisse, pays cité en exemple pour sa démocratie et son système confédéral, n'est pas à l'honneur en effet lorsque l'on parle de la place qu'elle donne aux femmes dans ses institutions. Ce pays n'a ratifié la Convention sur toutes les formes de discrimination à l'égard des

femmes (CEDAW), et encore avec des réserves, qu'en 1997. Sur le plan du droit de vote, au niveau fédéral ce n'est qu'en 1971 que les femmes suisses ont eu le droit de donner leur avis. En 1991 encore, il y a donc 12 ans seulement, les femmes étaient toujours exclues des votations

dans certains cantons. Il aura fallu l'intervention de la plus haute instance juridique suisse, pour imposer à ces cantons, l'obligation d'accorder le droit de vote aux femmes.

Il vaut la peine de rappeler quelques données et de mentionner en chiffres comment la réalité suisse se présente aujourd'hui.

– 54 % du corps électoral sont des femmes;

– 25 % des sièges dans les parlements sont occupés par des femmes;

– 20 % dans les gouvernements;

– 21 % au sein du pouvoir judiciaire ;

– 16 % dans la diplomatie.

A Genève, les chiffres sont un peu plus élevés (ou légèrement moins bas devrait-on dire !)

Dans la législature actuelle 27% de femmes siègent au Parlement, et ce chiffre est en forte baisse par rapport à la précédente législature qui affichait elle, 35% de femmes. De tels chiffres ne peuvent que surprendre et le constat est dur. Ce sont les femmes qui sont vraisemblablement

les premières responsables de leur faible présence sur les sièges des parlementaires. Comment expliquer que 54% du corps électoral étant des femmes, seules 27% d'entre elles trouvent grâce aux yeux de l'électorat, alors même que la plupart des listes électorales présentent des listes paritaires ou presque. En clair cela veut dire que les femmes ne votent pas pour les leurs. Douloureux premier constat.

Douze ans passés dans la vie politique et vingt-cinq au sein du monde associatif me permettent de tenter quelques autres explications face à cette faible présence féminine dans les instances politiques, au-delà de ce bilan du manque de solidarité féminine.

1) Le système parlementaire en Suisse est composé de parlements de milice. En d'autres termes cela signifie qu'un mandat de député vient s'ajouter aux activités professionnelles ainsi que souvent également à la vie familiale. Autrefois en cas de carrière, on choisissait de faire taire la

féminité et la maternité. Aujourd'hui, on cumule les charges. Dès lors la question est simple: Quelles femmes peuvent se permettre de mener un tel exercice? Les femmes mariées, dont le mari mène une activité lucrative suffisante pour les besoins du ménage, permettant ainsi à l'épouse de ne pas avoir d'activité professionnelle ou alors qu'à temps partiel, et les femmes célibataires ou sans charge de famille. Si le système du parlement de milice est indéniablement précieux pour la démocratie, permettant aux parlementaires de rester en contact avec le quotidien des gens, il montre là un de ses effets pervers. La représentation des femmes y est très sélective.

2) La difficulté pour les femmes engagées en politique est d' ê t re immédiatement l'objet de jugements quasi caricaturaux, n'ayant guère le dro i t à l' e r re u r. En fait pour atteindre un certain niveau en politique, elles doivent probablement être meilleures que les hommes et mieux préparées, car les critiques envers les femmes sont plus dures et plus immédiates.

Enfin même si cela peut paraître anecdotique, il vaut la peine de mentionner que même les questions ve s t i m e n t a i res ou ayant trait à la coiffure a u ront tendance à être prises en compte, la femme n'étant pas jugée sur ses seules qualités de politicienne, mais également sur son appare n c e . Trop souvent encore la femme en politique reste un phénomène: «il est

évident qu'elle ne peut pas tout faire bien» tel est le jugement posé.

3) Les hommes sont habités par une certaine peur. Dans la génération des hommes qui aujourd'hui sont actifs en politique, ceux-ci passent d'une mère qu'ils côtoyaient à la maison, sans activité professionnelle, à la concurrence directe de «super-women » sur le terrain qu'ils estiment être le leur. Il y a une sorte de crise d'identité qui se traduit souvent par un accueil frileux voire hostile des femmes en politique.

4) La situation économique joue enfin également un rôle. L'égalité salariale est garantie dans de nombreux textes, mais dans les faits il reste d'importantes inégalités: dans le secteur privé en Suisse, on constate que la moyenne des salaires pour les femmes est globalement inférieure de 21,5% à celle des hommes. Quant aux familles monoparentales, elles concernent pour 80% d'entre elles des femmes. De telles situations ne peuvent que démultiplier les difficultés pour les femmes à se consacrer à la politique.

Ça manque de femmes? Y a-t-il des solutions? Les femmes s'organisent- elles pour faire progresser leur cause en politique? Non seulement la réponse est négative, mais il faut également constater que les femmes ont désormais tendance à trouver d'autres lieux d'engagement.

Pour ce qui est de la défense de la place des femmes en politique, cert e s il existe à Ge n è ve un Bu reau de l' Egalité, mais il s'agit d'un office qui t r a vaille essentiellement sur un plan pédagogique et formatif, et re l a t i vement peu au plan politique. En outre il est surprenant de constater que lors des dernières élections par exemple, il n'y a pas eu de campagne électorale « f e m m e s», pas de groupe inter-partis « f e m m e s», peu ou pas d'actions politiques communes « f e m m e s» destinées à faire élire des femmes et laissant à l' é c a rt les

divergences politiques au profit du genre .

La question des quotas a été largement évoquée depuis quelques années. Si les avis sont partagés sur cette question, il vaut peut-être la peine de se souvenir que parfois il a fallu imposer les changements avant qu'ils ne puissent être considérés comme totalement naturels et

évidents. Alors même que la porte des écoles leur était ouverte, les filles n'ont commencé à aller à l'école que lorsque leur présence y a été déclarée obligatoire!

Mais si le manque de femmes en politique est flagrant, et que la situation a même tendance à s'aggraver, s'il est incontestable qu'une des causes de ce vide sont les difficultés de mener une vie harmonieuse entre activités professionnelles, vie de famille et engagement politique. Les défis à relever en politique pour les femmes sont probablement plus élevés que pour les hommes. Il faut reconnaître que les femmes elles-mêmes portent aussi une large part de responsabilité de leur exclusion de la scène politique. En premier lieu, et comme déjà relevé,

elles n'élisent pas leurs «soeurs », mais également elles font probablement de moins en moins de la scène politique leur priorité. Le monde politique, trop souvent géré par des gens (hommes) plus soucieux de leur pouvoir que de la défense des causes et des valeurs, n'offre pas aux femmes un espace dans lequel elles se sentent à l'aise. Dès lors elles tentent de trouver leur place ailleurs, en particulier dans le monde associatif.

La mondialisation ayant pour effet que la société civile se renforce et exerce un pouvoir certain,

les femmes prennent dans ce secteur un rôle qui leur convient mieux. Il n'est donc guère étonnant qu'on les voit disparaître du domaine politique.

On ne peut que regretter ce manque de femmes en politique. Leur présence, on le sait, est déterminante dans certains choix, en particulier au plan économique et social. Il convient de se souvenir que les femmes donnent la vie et que ce sont elles qui le plus souvent accompagnent la

maladie et la mort. Sans porter de jugement de valeur comparative entre hommes et femmes, il faut admettre qu'elles ont indéniablement un lien particulier avec la vie et que leurs engagements seront toujours le reflet de cette relation. Une des conséquences de ce rapport particulier à la vie se traduit d'ailleurs par la forte présence de femmes rencontrées dans les mouvements pacifistes et de désarmement. Elles y sont souvent des gard i e n n e s des traditions et aimantes de la valeur de paix et sont généralement plus tenaces que les hommes. Lorsqu'elles s'engagent et croient à un pro j e t , elles sont animées par cette appartenance à la vie et agissent de manière plus déterminée, convaincues et convaincantes, ne cédant ni à l' i m patience ni à la difficulté pour atteindre leurs buts. C'est dans ce milieu-là q u'elles se re t ro u vent le plus en accord avec leurs convictions pro f o n d e s .

Les portes de la politique sont aujourd'hui ouvertes aux femmes. Aux femmes de saisir leur chance, convaincues que le vrai pouvoir ce sont les idées et qu'elles doivent en proposer et s'imposer en politique. Un changement ne s' o p é rera que si chacun-e prend conscience que l' humanité est bisexuée, et que c'est une richesse et non pas un rabaissement ni une compétition que d' a voir des femmes en politique. Il faudra a p p re n d re à distinguer l'opinion subjective et les faits réels, travailler à éliminer les stéréotypes et à intégrer l'égalité dans la formation. Ave c toujours en tête le principe que l'égalité ne signifie pas gommer les différences. Alors les femmes se tourneront vers l'engagement politique, s'y donneront sans hésiter et s'y sentiront appelées à régner.